

La nationalisation, l'étatisation capitaliste de l'économie aggrave la situation générale des masses ouvrières, de la classe ouvrière- même si les capitalistes expropriés n'obtenaient pas de compensations de l'Etat capitaliste (nous sommes naturellement contre les compensations). Ainsi les nationalisations, les socialisations, les étatisations capitalistes ne correspondent donc à aucun intérêt immédiat ou intérêt transitoire que qu'il soit des masses ouvrières, de la classe ouvrière. Tout mot d'ordre qui renforce la bourgeoisie et affaiblit le prolétariat est pour nous principalement inadmissible. C'est pourquoi le mot d'ordre des nationalisations par l'Etat capitaliste- en lui-même- est un mot d'ordre fondamentalement inadmissible pour la classe ouvrière.

Pourtant comme toute centralisation, tout concentration de l'économie capitaliste les nationalisations, les socialisations accomplies par l'Etat capitaliste-- contre la volonté de la bourgeoisie et de ses valets- facilitent également pour l'avenir la réalisation révolutionnaire des nationalisations prolétariennes, prolétariennes-démocratiques, socialistes par l'Etat Soviétique prolétarien, prolétarien-démocratique. Ce n'est qu'en fonction de cet intérêt prolétarien futur que nous pouvons défendre ce mot d'ordre dans l'Etat bourgeois, en liant toujours ce mot d'ordre à celui du contrôle ouvrier de la production (dans des conditions très avancées, à celui de la gestion ouvrière de la production) et en liant les deux à la propagande révolutionnaire pour notre mot d'ordre final. Ce n'est que par cette double liaison que nous préparons le terrain pour la nationalisation prolétarienne, prolétarienne-démocratique, socialiste, que nous facilitons sa réalisation révolutionnaire pour l'avenir.

L'efficacité de notre propagande révolutionnaire dans la lutte pour les mots d'ordre transitoires dépend en grande mesure de notre clarté dans la question du gouvernement ouvrier et paysan, de notre prise de position claire devant les masses. Le mot d'ordre du gouvernement des ouvriers et petits-paysans n'est dans notre bouche que l'expression populaire du gouvernement de la dictature démocratique prolétarienne des ouvriers, employés, fonctionnaires subalternes, petits-paysans, petits-bourgeois, de cette grande majorité du peuple, sous la direction de la classe ouvrière. Ceci est dit clairement dans le programme de transition. Le mot d'ordre du gouvernement des ouvriers et des (petits) paysans n'est pas pour nous un mot d'ordre transitoire, mais représente notre premier mot d'ordre final. Nous liions toujours toutes les luttes pour les mots d'ordre d'action transitoires avec le seul cri de guerre propagandiste de la prise du pouvoir par le prolétariat. Tout le pouvoir au conseils d'ouvriers et de petits paysans, tout le pouvoir aux ouvriers, employés, fonctionnaires subalternes, petit-paysans, petit-bourgeois, cette grande majorité de la population, sous la direction de la classe ouvrière ! Seul le gouvernement de la dictature de la démocratie prolétarienne contre la classe capitaliste, ce gouvernement qui ne peut être établi que par la révolution prolétarienne victorieuse est le seul, l'unique gouvernement des ouvriers et des (petits)-paysans.